



# Oser la paix

Le texte des évêques de France a un très beau titre: "Gagner la paix". Il parle de "guerre suicidaire", de la "spirale mortelle" du surarmement, de la tâche commune du désarmement, du "dialogue nécessaire et difficile", nous incite à la construction d'une paix authentique et voit d'un oeil bienveillant l'alternative non-violente (à long terme!). C'est un document riche, d'une belle envolée. Mais il m'a causé un profond malaise. Dans ce qui suit, je ne prétends pas l'analyser dans sa totalité, mais essayer simplement de présenter les points essentiels qui ont causé mon malaise et ma déception. Aux lecteurs de lire le texte (L.W. 18.11.1983), s'ils ne l'ont pas encore fait, et de continuer le débat.

Ce qui frappe et gêne d'emblée, c'est l'esprit franchement partisan dans lequel les évêques de France attaquent le sujet. La première phrase qui l'indique est la suivante: "Mais certains pays entendent bien tirer les avantages de la guerre sans payer le prix de son déclenchement: en agitant simplement la menace, ils exercent un chantage permanent." Si pour moi une telle constatation juge toutes les nations qui possèdent des armes de dissuasion nucléaire (qui en possédait la première d'ailleurs?), les évêques ne l'entendent pas ainsi. La suite montre bien que ce n'est ni la France ni l'Occident qui sont visés. Chantage n'est pas chantage. Les "peuples pacifiques" sont opposés à "ceux qu'anime une idéologie de domination". C'est cette analyse du rapport des forces mondiales, délibérément antisoviétique, qui ouvre et sous-tend tout le texte.

Or, si je ne peux pas faire abstraction des caractéristiques fondamentales des différents régimes des blocs occidental et communiste et si j'éprouve plus de sympathie pour la conception occidentale de la "démocratie", je ne vois pas pour autant l'esprit de domination des seuls pays de l'Est. Si je n'approuve pas la "libération" que l'URSS veut apporter à l'Afghanistan et les modèles qu'elle tente de réaliser dans d'autres pays, y compris du Tiers-Monde, je n'apprécie pas non plus la "liberté" que les USA ont installée ou cautionnée dans différents pays d'Amérique Latine, d'Afrique ou d'Asie. "Persuadée qu'elle détient le secret de la libération totale des hommes et des peuples, (l'idéologie marxiste-léniniste) se croit autorisée à imposer à tous ce qu'elle pense être leur plus grand bien," dit le texte. On pourrait appliquer ce jugement tel quel à notre grand frère d'outre-Atlantique. Les évêques écrivent que pour l'idéologie marxiste-léniniste, à "caractère dominant et agressif", "tout, même l'aspiration des peuples à la paix, doit être utilisé pour la conquête du monde." Bien sûr que l'idéologie marxiste-léniniste est agressive. Mais est-ce que vraiment les moyens utilisés pour la propager pendant les



Le Monde 11/11/83

dernières décennies ont été plus contraignants, plus violents même que ceux d'un capitalisme effréné maintenant des peuples du Tiers-Monde dans la pauvreté la plus absolue, ou ceux des USA soutenant des dictatures ou imposant aux pays "ce qu'il pense être leur plus grand bien" ?

Est-ce qu'il est tellement naïf de rester, d'une part, sur ses gardes face à un "adversaire" idéologique aux méthodes agressives et, d'autre part, pourtant, d'accepter qu'il a la même frousse que nous devant le déclenchement d'une guerre mondiale, fusse-t-elle nucléaire ou non?

Est-ce qu'il faut toujours transformer l'antinomie idéologique en haine contre le fauteur de guerre de l'autre bord? N'est-il pas un peu facile de coller d'abord des étiquettes et de prétendre ensuite qu'un dialogue véritable entre "pays pacifiques" et une "idéologie de domination", entre "loup" et "agneau" est difficile, voire impossible? "La tension dans le monde se nourrit de l'antagonisme exacerbé, de la gigantesque partie de 'bras de fer' des deux super-grands et non point de la volonté ou de la stratégie d'un seul. Comment peut-on, à la fois, se vouloir 'réaliste' et l'oublier?" écrit Pierre Vilain dans TC du 21/11/1983.

L'approche des évêques américains est toute autre: "L'Eglise reconnaît la profondeur et l'étendue des différences idéologiques qui divisent la race humaine, mais la nécessité urgente et concrète de faire des efforts de coopérations dans l'intérêt de l'humanité importe plus que ces différences. C'est pourquoi les enseignements de l'Eglise s'efforcent d'éviter d'exacerber les oppositions idéologiques et se concentrent plutôt sur des problèmes demandant un effort commun, par-delà les divisions idéologiques: maintenir la paix et don-

On ne peut pas ne pas constater, sauf évidente mauvaise foi, que la parole épiscopale est dissuasive, non offensive : c'est donc une parole de paix.

Non. C'est une parole de guerre. Par l'appel à la mobilisation générale des esprits ? Non : par la mise à jour très réussie de la doctrine thomiste - thomiste et pas chrétienne du tout - de la guerre juste. Allons voir.

Le recours à la dissuasion nucléaire (ce qui, s'agissant de la France, signifie, parlons clair, le recours à l'explosion de bombes atomiques anticités) est moralement juste à cinq conditions : a) qu'il soit décidé par celui qui détient l'autorité suprême de l'Etat ; b) uniquement en cas de défense ; c) sans excès, en choisissant bien les cibles de façon à ne pas gonfler, pour la gloire, le nombre des morts ; d) en travaillant cependant pour maintenir la paix ou pour la restaurer. Voilà donc pour les évêques français, si l'on veut bien considérer que la moralité

ou l'immoralité de la dissuasion nucléaire ne pose problème que dans la certitude qu'elle fonctionnera le jour J à l'heure H, et dans l'hypothèse qu'à cette date et à cette heure on s'en servira vraiment.

Thomas d'Aquin, maintenant. La guerre est licite, dit-il, aux quatre conditions suivantes : a) qu'elle soit décidée par le prince ; b) que sa cause soit juste et qu'il s'agisse pour celui qui la fait de se défendre, non d'offenser ; c) qu'elle cesse dès que le juste effet est atteint ; d) que la spoliation de l'adversaire en biens et en vies ne soit ni ne devienne à aucun moment la finalité essentielle de celui qui se défend.

A ces quatre conditions s'ajoute un corollaire : qu'il faut, cependant, tout faire pour maintenir la paix ou pour la restaurer.

Parfait. A chacun maintenant de se souvenir des longs siècles de paix que le monde connut tant que l'idéologie ecclésiastique, thomiste et néoscholastique, fut le référent dernier des princes catholiques.

par Louis Sala-Molins, professeur de philosophie politique à l'université de Paris I, in: le Monde, 19/11/83

ner une voix aux pauvres". (Lettre pastorale de 1980 sur le marxisme)

Le renvoi dos à dos des deux superpuissances est peut-être tout aussi facile et superficiel que la condamnation viscérale et unilatérale que les évêques français prononcent à l'égard du "caractère dominateur et agressif de l'idéologie marxiste-léniniste"; mais sincèrement, je ne crois pas que l'URSS ait moins de raisons de préserver la paix, d'éviter une "guerre nucléaire (qui) anéantirait la Terre" et de réinvestir ailleurs les frais écrasants de la course aux armements que les USA.

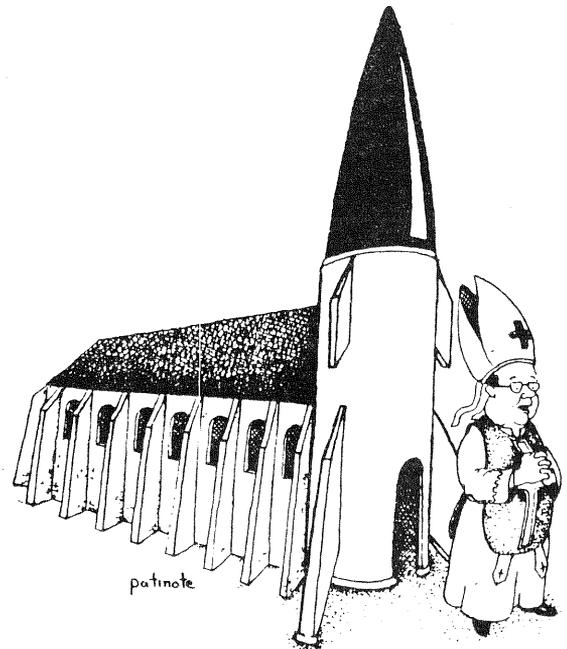
Même si ce n'est pas explicité dans le texte des évêques et bien qu'ils s'en défendent ("Il ne s'agit pas d'alimenter une conception manichéenne du monde: tout le mal d'un côté, tout le bien de l'autre!"), la logique du juste combat du bien contre le mal y montre bien le bout du nez, de l'avis de nombreux commentateurs. Et il est bien évident qu'à partir d'une telle attitude pleine de méfiance est engendré le mépris, la peur voire la haine de l'autre. Pourquoi la renforcer? Est-ce bien de cela que notre temps a le plus besoin? Surtout de la part de pasteurs de l'Eglise de Jésus-Christ qui veulent apporter leur contribution "à l'effort de tous pour la construction d'une paix authentique" ?

Il y a un point surtout qui dépasse tout simplement ma capacité d'entendement: l'affirmation bien mise en évidence par les évêques: "La menace n'est pas l'emploi". (Ce passage fut d'ailleurs, comme on sait, abondamment discuté dans les mass média et l'Eglise de France.) Pierre Parodi (de la communauté des non-violents de l'Arche) écrit à ce sujet dans une lettre à "La Croix" (4-5/11/1983): "Qui sont les naïfs? Vous n'arrêtez pas de dénoncer l'utopisme, la naïveté des non-violents, des pacifistes. Ne croyez-vous pas que le comble de la naïveté est de croire que tout en étant prêt - les esprits et les armes - le crime ne se fera pas, parce que dans un enseignement chrétien de la paix vous aurez dit que la légitimité du passage de la menace à l'acte est problématique?"

Mais la cause me semble plus grave encore. Les évêques écrivent bien: "Or, la légitimité de ce passage à l'acte est plus que problématique. D'autant plus que, en France, notre dissuasion 'du faible au fort', la dissuasion du pauvre, ne fait pas le détail: faute de moyens très diversifiés, elle repose encore (cf. infra) sur une stratégie anticités ... condamnée, elle, clairement et sans appel par le Concile. 'Tout acte de guerre qui tend indistinctement à la destruction de villes entières ou de vastes régions avec leurs habitants est un crime contre Dieu et contre l'homme lui-même, qui doit être condamné fermement et sans hésitation' (GS, no 80/4). Mais la menace n'est pas l'emploi." Et dans la suite immédiate du texte, ils justifient cette "contre-menace", qui serait un moindre mal et qui constituerait un devoir de justice, afin de "désamorcer les chantages auxquels la nation pourrait être soumise". Comment est-il possible que des évêques catholiques justifient la menace avec une force de frappe française qu'ils dénoncent eux-mêmes comme stratégie anticités condamnée clairement par le Concile? Est-ce que le "droit indivisible à la vie" claironné bien haut dans d'autres discussions n'a plus cours ici?

J'avoue ne plus comprendre ces détours casuistiques. Comme François Biot d'ailleurs (TC 21/11/1983): "Ou bien la menace est réelle. Elle peut être en ce cas efficacement dissuasive. Mais elle implique alors la décision immorale de tuer des milliers de gens. Ou bien la menace est illusoire. Et c'est dans cette ligne que se situent les évêques, entendant explicitement que cette menace ne saurait sous peine de crime, être mise à exécution. Mais en ce cas elle n'est d'aucune utilité. Pour qu'un ennemi éventuel soit convaincu de la riposte immédiate et sans avertissement que lui vaudrait son attaque. En ce sens les évêques français viennent de rendre un très mauvais service à nos stratèges, puisqu'ils mettent publiquement en doute l'intention française - qui serait criminelle à leurs yeux - de passer à l'acte. Normalement le ministre des Armées, ou même le président de la République devraient protester vigoureusement contre une telle trahison, qui vide de son contenu réellement menaçant la force française de dissuasion."

"Le Christ, à ma connaissance, ne faisait pas de nuance entre lever le glaive pour frapper et le



lever pour "faire peur", ajoute un lecteur de "La Croix" (13/12/1983).

Il y aura bien sûr la possibilité de peaufiner la dissuasion française, de construire de petites fusées bien plus propres, plus précises, à la Pershing ou Cruise Missile, génération nouvelle d'armes plus sophistiquée qui n'est plus entachée du label "anticités" (mais qui rend plus probable, parce que mieux "faisable", une guerre nucléaire). Et la menace en deviendrait moins immorale alors? Et ce sera un pas de plus en vue de "gagner la paix"?

Il me semble bien indigent de la part de pasteurs de l'Eglise de Jésus-Christ qu'ils ne sachent pas dépasser les arguments traditionnels des techniciens, militaires et autres politiciens "réalistes", renforçant ainsi cette néfaste logique des blocs, génératrice de conflits et de guerres. Il me semble bien indigent qu'ils ne trouvent pas mieux, pour "désamorcer les chantages", que de berner un chantage en retour - et quel horrible chantage! - et ce bien qu'ils qualifient la dissuasion nucléaire de solution de détresse, à dépasser si de meilleurs moyens existent. Et ils existent bien! forum en a parlé longuement, inutile d'y revenir dans ce contexte.

(La force de dissuasion) "n'a-t-elle pas un autre danger dont ne parle pas le texte, celui de démobiliser les citoyens de toute volonté individuelle et collective de défense. Une phrase des évêques est à mon avis symptomatique à ce sujet: "...L'Etat a le monopole de la force sur son territoire...". La défense du territoire n'incombe-t-elle pas aussi, et j'allais dire en premier lieu, à tous les citoyens? La première dissuasion n'est-elle pas la volonté et la capacité d'un peuple à défendre pied à pied son pays? L'exemple du peuple afghan n'en est-il pas une démonstration à méditer?

Je regrette donc que les deux premiers chapitres, par une certaine désespérance ou fatalité, occultent la dernière partie du texte. "...France es-tu fidèle aux promesses de ton baptême?..." "...Un peuple ne peut vivre longtemps les yeux rivés sur les écrans radar de la surveillance du territoire, ni sur les statistiques de ses économistes ... Au-delà des moyens de vivre se pose la question des raisons de vivre ... C'est une question de culture, c'est-à-dire une question spirituelle." J'adhère totalement à ce constat et à cette question." (13/12/1983)

\*

"L'idéologie marxiste-léniniste aimerait se répandre? Mais qu'avons-nous à lui opposer? Une société de consommation débile et mensongère. Seule notre foi pourrait la faire reculer. Mais où est notre foi? Même les 'chefs' de l'Eglise n'en parlent plus, mais plutôt "d'un monde où l'homme est encore un loup pour l'homme." Quelle constatation d'échec! Et pourtant, il y a deux mille ans, Jésus venait apporter son message de paix aux hommes de bonne volonté. Qu'avons nous fait de lui et de son message? ... (4-5/12/1983)

EXTRAITS DE LETTRES DE LECTEURS A "LA CROIX"

Si nous voulons survivre, nous serons forcés de faire la part des solutions d'hier - équilibre surarmé des blocs et dissuasion nucléaire - qui nous ont menés à une troisième guerre mondiale rampante et larvée, et des solutions plus réalistes, dépassant l'actuelle folie suicidaire, plus intelligentes et imaginatives, dépassant l'actuelle logique bête et brutale digne de querelles tribales préhistoriques, logique enfantine aussi qui justifie la propre impuissance à aller plus loin que la non-paix actuelle par l'éternel refrain du grand-méchant-qui-a-commencé-et-qui-veut-nous-croquer.

Je ne puis accepter que nous soyons acculés au "choix entre deux maux quasiment imparables, la capitulation ou la contre-menace". C'est un faux choix s'il ne comprend que complémentaires "une politique constructive en faveur de la paix". Le moins qu'on puisse ici reprocher aux auteurs du texte, c'est d'avoir inversé les priorités nécessaires!

Les superpuissances ont interrompu les pourparlers de Genève, où les deux chefs des délégations étaient cependant arrivés à se mettre d'accord, lors de quelques promenades dans les forêts suisses, sur la réduction sensible des fusées en Europe. Aucun des deux n'est pourtant homme à s'en laisser conter. Mais les gouvernements à Washington comme à Moscou n'avaient pas le courage, pas l'imagination pour accepter. Personne ne veut renoncer à ses armes nouvelles. Il ne faut pas baisser la garde d'un seul cran, au contraire! Quel rapport avec le texte des évêques français? Je trouve que les auteurs sont prisonniers d'exactement la même logique. Mais comment diable sortir du cycle infernal du surarmement, comment gagner la paix avec cet état d'esprit?

Il est d'une banalité écoeurante de dire qu'il est grand temps aujourd'hui d'étudier d'autres modes de défense que l'éradication par l'arme nucléaire. C'est dans cette direction que le débat aurait dû être lancé par les évêques ... Un lecteur écrit à "La Croix" (13/12/1983): "La mission de l'Eglise du Christ est-elle de 'gérer le scandale'? N'a-t-elle pas vocation d'ouvrir des espérances, d'encourager la persévérance dans la recherche d'autres solutions?"

Les évêques américains s'étaient au moins prononcés en faveur d'un "gel nucléaire" bilatéral; la Fédération Protestante de France a adopté (lors de son assemblée à La Rochelle du 11 au 13/11/83) la phrase suivante: "On ne peut accepter de s'installer dans la dissuasion nucléaire. Nous demandons donc à notre pays d'avoir le courage de s'engager vers un "gel nucléaire" comme premier pas de désescalade du surarmement, même unilatéral." (Cette déclaration reprend d'ailleurs l'essentiel d'un projet de position commune à toutes les confessions chrétiennes de France. Les évêques ont brusquement interrompu ce processus œcuménique par la publication de leur propre déclaration à Lourdes.)

"Bien des points restent à élucider, bien des pistes restent à explorer, bien des champs restent ouverts où de légitimes divergences peuvent et doivent s'affronter: un dialogue loyal est un chemin de paix, il peut ouvrir au pardon et à la réconciliation. (...) La paix, c'est l'affaire de tous", écrivent les évêques. Pourquoi alors ne pas avoir ouvert le dialogue dans l'Eglise avant de distiller leurs convictions, à l'instar de Teurs collègues américains? Sur la défense non-violente par exemple, il y aurait eu un débat passionnant à mener. Les réflexions y relatives du texte n'en constituent qu'une ébauche peu cohérente et bien peuveuse. Cela tient peut-être, entre autres, aux



conditions dans lesquelles le texte a été élaboré. "Le Monde" (10/11/1983) les relate brièvement: Une prise de position des évêques n'était pas prévue "jusqu'à la fin de l'assemblée plénière de l'épiscopat à Lourdes, où, dans un sursaut provoqué par la dynamique de l'assemblée et l'imminence de l'installation des Pershing en Europe, les évêques ont décidé de rendre public un texte mis en forme à la hâte à partir d'un dossier préparé par Mgr. Jacques Jullien, évêque de Beauvais, Le Père Gérard Defois, ancien secrétaire général de la conférence épiscopale, et Mgr. Jacques Fihey, vicaire aux armées". Cette façon de procéder n'est pas adaptée au sérieux et à l'envergure du sujet, ni au rôle des successeurs des apôtres, gardiens de l'unité dans l'Eglise.

Est-ce que les évêques seront au moins le moteur d'un dialogue, d'une mise en commun ultérieure? J'en doute. Ils offrent bien la perspective d'une approche approfondie dans des organismes comme "Pax Christi" ou "Justice et Paix" (1), et à tous ils recommandent "la Journée mondiale de la paix (qui) invite chacun à faire au moins les petits pas qui conviennent à son allure. Elle nous provoque tous à la réflexion, à la prière et au partage." C'est assez maigre comme instigation au travail pour la paix, si l'on voit les appréhensions de millions d'Européens qui ont bien l'impression que la catastrophe nucléaire déclenchée par quelque politicien fou ou ordinateur irresponsable pourrait bien les rejoindre à une allure ne leur convenant pas du tout ...

Les évêques de France acceptent la dissuasion nucléaire. A part l'exhortation à poursuivre un dialogue difficile "de détresse" entre les blocs, quelles sont leurs perspectives pour l'immédiat? Il n'y a pas vraiment de proposition concrète et réaliste. Pierre Toulat, secrétaire de la commission française Justice et Paix écrit dans "Le Monde" (12/11/1983) que les évêques "ont appris à s'informer: ils veulent être crédibles. Partant de données de situation, ils proposent une analyse entre autres. Chemin faisant, ils ouvrent la Bible. Tout cela fait un document de réflexion et de référence. Mais au juste, quel est le message?"

Mgr. Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, un des huit à avoir voté contre le texte, qualifie celui-ci de "trop prudent, trop raisonnable et pas assez prophétique. Il est certain qu'il fera plaisir à

beaucoup de monde, principalement aux militaires, mais, pour ma part, j'aurais préféré qu'il n'y ait pas de déclaration". Et il a raison. Le texte des évêques de France est bien peu réchauffant en ces temps de paix glaciale. Frileux plutôt ... Or, pour gagner la paix, il faudra bien l'oser.

P.S.

"Wer mithin in Zukunft uns etwas wie Abfall vom reinen Christentum, von der Bergpredigt usw. unterstellen will, muss zunächst 93 (und mit den Franzosen viele andere aus allen Ländern und Kontinenten) Nachfolger der Apostel und Teilhaber am entscheidenden kirchlichen Lehramt mundtot machen." (Hd., LW, 19/11/1983)

Voilà une phrase qui illustre bien le plan sur lequel se situe le LW, mais où forum refuse de se situer pour sa part. Qui peut se prévaloir de définir ce qu'est le christianisme pur, qui peut se prévaloir que ses actions, ses prises de position très concrètes s'inspirent en droite ligne des Béatitudes? Pas forum, pas les évêques de France d'ailleurs, qui ne prétendent pas baser leur démarche actuelle sur les Béatitudes. Ils disent bien que des saints comme Saint François d'Assise nous appellent à "construire à leur suite un monde qui déjà s'inspire des Béatitudes: 'Heureux ceux qui font régner la paix: ils seront appelés fils de Dieu.' (Mt.5,9.)" Et ils parlent de la paix définitive qui "ne se trouve que près de Dieu", mais qui "se prépare dès cette vie: 'Heureux les artisans de paix, ils seront appelés fils de Dieu.' (Mt 5,10.)" Pour le reste, ils disent: "La non-violence est un esprit qui puise toute sa sève dans les Béatitudes ..." Or, ce n'est pas cette voie-là qu'ils adoptent ou préconisent (pour l'immédiat!?). "Les évêques avaient le choix entre le prophétisme des Béatitudes et le soi-disant 'réalisme' des situations et ils ont choisi le second. Dommage." (Pierre Vilain, TC 21/11/83) Le texte se veut d'ailleurs "contribution ... à l'effort de tous". C'est pourquoi on peut reprocher à ses auteurs de ne pas avoir associé dans une plus large mesure à leur démarche le peuple de l'Eglise de France, dont ils ne constituent qu'une partie.

L'Evangile m'inspirera bien sûr dans mes recherches de la paix, mais il ne m'indiquera pas mon attitude concrète à adopter vis-à-vis du danger de l'holocauste nucléaire, ce sera à moi de le définir, avec l'aide des évêques français, pourquoi pas? Mais il serait ridicule de penser que l'accord ou le désaccord d'avec leur prise de position pourrait renforcer ou infirmer l'appartenance à l'Eglise ou l'esprit évangélique de quiconque. forum n'a jamais reproché au LW ses opinions politiques, bien qu'il ne les partage pas, il les a discutées et mises en question. Ce que nous lui avons reproché, c'est son monolithisme, son intolérance, son refus de pluralisme même à l'intérieur de l'Eglise. C'est le patron du LW qui dicte actuellement ce qui est catholique au Luxembourg et ce qui peut être publié en conséquence. (Dernièrement (LW 26/11/1983) il s'est même permis de décider qui a le droit de célébrer une messe pour la paix ...) C'est justement cela qui ne nous semble d'un esprit ni catholique, ni chrétien. csst

(1) Les évêques écrivent: "Le sérieux du débat réclame en effet une information véritable. Selon des accents différents, ces mouvements ou des organismes comme "Pax Christi" ou "Justice et Paix" dont c'est la vocation dans l'Eglise s'y emploient. Alors pourquoi ne pas les avoir associés à l'élaboration et à la rédaction du texte? Il va sans dire que les évêques ne sauront prétendre parler au nom de l'Eglise de France.